

La Tunisie a besoin

Le pourquoi de l'affirmation de présentation peut ouvrir sur une énorme quantité de réponses aussi pertinentes les unes que les autres. Néanmoins, la plus judicieuse serait : parce que le monde est en danger à partir du pays du jasmin. Il est menacé dans son unique et opportune possibilité de déconstruire les hétéroclites et divers systèmes, chaque jour innovants, s'abreuvant à l'islam politisé. Oui, l'unique graine des révoltes arabes qui ait pris et qui avait commencé à fleurir in situ, avant de donner ses fruits en partage au monde entier, c'est la révolte des Tunisiens du 14 janvier 2011. Après tant d'âpres combats, mais pour le moins continuellement policés, la société civile, la classe politique et toutes les

présentation d'inventer la Tunisie post-Ben Ali. Il disait alors à ces journalistes de circonstance ceci : «Les laïcs contrôlent encore l'économie, les médias et l'administration, l'armée et la police ne sont pas non plus garanties.» Et il enchaînait : «Maintenant, on n'a pas une mosquée, on dirige le ministère des Affaires religieuses. On n'a plus une boutique, nous avons l'Etat. Donc il faut attendre, ce n'est qu'une question de temps. Aujourd'hui, vous, les frères salafistes, vous avez le contrôle des mosquées. Celui qui veut créer une radio, une télévision, une école coranique qu'il le fasse. Mais pourquoi êtes-vous pressés ? Il faut être patients.» Et pour donner de la force persuasive à son discours, Ghanouchi citait l'Algérie en

révélation au monde de l'existence du maquis de djebel Chaambi. Et aussi l'incendie de l'ambassade et le sacca-ge de l'école américaines à Tunis. Mais également, et malgré la timide interdiction par les autorités de leur congrès, l'arrivée massive, le vendredi 17 mai 2013, des islamistes d'Ansar Echaria à Kairouan. Ceux-là mêmes qui sont publiquement accusés par le président Béji Caïd Essebsi d'être les auteurs du massacre commis le 18 mars 2015 au musée du Bardo et qui fit 21 victimes.

Mais a contrario, il y eut d'énormes actions et de grands actes pleins d'espoir et d'espérance. Le plus significatif de ces événements, que dis-je, plutôt exploit qui fut réalisé par une femme. Il me souvient ce geste héroïque de cette étudiante de la faculté des lettres des arts et des humanités de Manouba, Khaoula Rachidi, défiant sur le toit du bâtiment universitaire un gros bras salafiste, l'empêchant d'enlever l'emblème national tunisien pour le remplacer par la bannière noire des salafistes, le mercredi 7 mars 2012. Bien sûr, et considérant le rapport des forces physiques sur la scène de l'exploit accompli par Khaoula. Elle fut sauvagement bousculée et grièvement blessée par ce rojla-homme-barbu, agressant une femme qui célébrait la Journée internationale des droits de la femme.

Les actions entreprises par la société civile tunisienne triomphèrent de tous les écueils du lendemain de la révolte. Ils obligèrent alors les islamistes d'Ennahdha à composer et même à se démettre, pour laisser les commandes du pays à un gouvernement non partisan. Ce sont l'historique centrale syndicale UGTT, l'organisation des avocats de Tunisie, les patrons à travers l'Union tunisienne de l'industrie du commerce et de l'artisa-

Par Abdelkader Leklek

l'arabe sa langue et la république est son régime». Cependant, l'innovation qui marqua et ponctua la mutation sociétale est contenue dans l'article second, qui dispose : «La Tunisie est un Etat à caractère civil, basé sur la citoyenneté, la volonté du peuple et la primauté du droit.»

En conséquence, l'Etat tunisien en sa forme nouvelle et toutes ses structures ne se conformeront qu'au seul droit positif. C'est-à-dire que désormais les règles de droit qui régiront tous les rapports humains au pays d'Abou El Kacem Chebbi seront l'œuvre d'hommes et de femmes, eux-mêmes sans aucune autre immixtion. Cette conduite dans l'approche nouvelle exclut fatalement les règles du droit dit naturel, mais également celles d'émanation religieuse.

Par ailleurs, l'article 20 de la Constitution dit que «tous les citoyens et les citoyennes ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. Ils sont égaux devant la loi sans discrimination aucune». C'est pour cela et pour bien d'autres choses aussi que la révolte des Tunisiens du 14 janvier 2011 se transforma en une révolution, dans le sens où ce qui était, au début, contestation de l'ordre politique établi par la société civile se transforma en une prise de pouvoir. Qui plus est, de la plus belle des façons.

Les changements institutionnels dont le socle est justement la nouvelle Loi fondamentale du pays avaient été réalisés sans violence, ni effusion de sang. Pour cela, les Tunisiens avaient créé la haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique, qui, entre autres réalisations, fonda l'Institution supérieure indépendante pour les élections, qui supervisa les élections à la Constituante. Les

Ce qui suffit pour crédibiliser la rumeur, heureusement vite dissipée. D'habitude omniprésente et maillant despotiquement le pays jusque dans ses plus reculés recoins du temps de Bourguiba et aussi de Ben Ali, cette police se retrouva tétanisée par le brusque changement intervenu qui lui fit perdre de sa superbe et la dénuda.

forces vives tunisiennes, sans trop de dégâts, avaient érigé les socles des mécanismes pour instaurer un système démocratique de direction de leur pays. Mais avant cela, il y eut des hésitations, des tergiversations et beaucoup de phases de flottement d'inégales amplitudes. Beaucoup de Tunisiens se sont sentis, à un moment de la période post-révolte, vivre dans des zones de non-droit, où ce qui garantissait naguère le paisible vivre ensemble fut d'un coup, sans avertissement aucun, ébranlé et fragilisé. Après le fol espoir vinrent les incertitudes des lendemains, annoncés libérateurs. Ainsi, le dimanche 13 novembre 2011, le secrétaire général du parti Ennahdha et futur Premier ministre autoproclamé, Hamadi Jebali, faisait une délirante déclaration à ses sympathisants affirmant que «la présence de Houda Naïm, membre du mouvement islamique palestinien Hamas, conviée à un meeting, qu'il organisait au théâtre de plein air de Sidi Dhaher, à Sousse, était un signe de Dieu.» Pour ce qui le concerne, il attestait droit dans son costume mal coupé qu'il avait reçu des signaux divins et qu'il allait instaurer le 6^e califat ! Il avait alors déclaré ceci : «Il s'agit là d'un moment divin, dans un nouvel Etat, dans un 6^e califat, incha Allah.» A la fin de son intervention, il dira : «Certains diront que c'est un discours religieux, nous ne faisons pas de différence.» L'impact fut immédiat et toute la nébuleuse islamiste en Tunisie décoda le message et comprit que le signal du top départ pour l'érection de l'Etat islamique était donné. Dans la même trame des proclamations. Lors d'une interview non autorisée, dans un entretien avec des salafistes tunisiens, cheikh Rached Ghanouchi, leader historique des islamistes tunisiens, détaillait sa repré-

exemple et rapportait : «Croyez-vous qu'il n'y aura pas de retour possible en arrière ? C'est ce que nous avons cru vivre en Algérie dans les années 1990, mais notre jugement était erroné : les mosquées sont retombées dans les mains des laïcs et les islamistes ont été de nouveau persécutés.» Il finit son cours en direction des salafistes ainsi : «La régression des islamistes en Algérie s'est produite alors même que le camp laïc y était moins fort qu'en Tunisie et que les islamistes y étaient plus puissants.» Aussi au début de l'année 2012 fut annoncé à partir de la ville de Sejnane, dans la périphérie de Bizerte, l'institution du premier émirat salafiste de Tunisie.

Ainsi, le 7 janvier, dans cette petite ville, havre d'hibernation et de sédentarisation des cigognes blanches, des salafistes avaient attaqué des journalistes tunisiens et français, venus vérifier et filmer l'exclusivité de cette première mondiale, sans que la police présente sur les lieux intervienne. Ce qui suffit pour crédibiliser la rumeur, heureusement vite dissipée. D'habitude omniprésente et maillant despotiquement le pays jusque dans ses plus reculés recoins du temps de Bourguiba et aussi de Ben Ali, cette police se retrouva tétanisée par le brusque changement intervenu qui lui fit perdre de sa superbe et la dénuda. Et comme par résipiscence, elle laissait faire pour se racheter de son passé qu'elle savait jusqu'à la veille de la révolte, silencieusement, contesté par tous les Tunisiens. Bien sûr qu'il y eut également l'assassinat politique de Chokri Belaïd le 6 février 2013 et celui de Mohamed Brahmi le 25 juillet de la même année, étrangement exécuté avec la même arme ! Il y eut aussi l'énigmatique démission du général Rachid Ammar, chef de l'état-major inter-armées, mais pareillement, la

Les actions entreprises par la société civile tunisienne triomphèrent de tous les écueils du lendemain de la révolte. Ils obligèrent alors les islamistes d'Ennahdha à composer et même à se démettre, pour laisser les commandes du pays à un gouvernement non partisan.

nat, l'UTICA, avec à sa tête une femme, et puis la Ligue tunisienne des droits de l'homme, qui furent les concepteurs d'une feuille de route proposée aux politiques, pour sortir de la crise répétitive qui bloquait tout le pays.

Enfin vint ce qui restera la plus grande réalisation. L'élaboration d'une Constitution fraîche et audacieuse qui cadre avec les nécessités du siècle, conquises de hautes luttes par des femmes et des hommes libres, aux prix les plus fous.

Lors de ses travaux, l'Assemblée constituante garda en l'état le premier article de la mouture de 1959, que Bourguiba, dit-on, voulait sciemment ambiguë. Cet article annonce que «la Tunisie est un Etat libre, indépendant et souverain. L'islam est sa religion,

Tunisiens élurent alors leurs députés, qui formèrent ce qui deviendra l'Assemblée des représentants du peuple, et enfin, ils choisirent démocratiquement leur président. Pour tout cela, ils avaient discuté, débattu, dialogué et beaucoup échangé lors de longues controverses pas toujours sous des cieux sereins. Mais au bout, le résultat était là. Maintenant que le terrorisme djihadiste frappe la Tunisie en ce moment n'est en soi pas étonnant, quand bien même il leur semblerait démoralisant, car il est inaccoutumé.

Inusité, voire même anormal, car exécuté par des jeunes inconnus, quelconques, de moule commun et courant, décrits par leurs familles et par leur entourage comme étant des enfants normaux, gentils, polis, studieux, serviables et sans problèmes particuliers, mais qui auront osé l'impensable.